

Discours radiodiffusé du président américain Harry S. Truman (9 août 1945)

Légende: Le 9 août 1945, le président américain Harry S. Truman livre, dans un discours radiodiffusé, un compte-rendu de la Conférence de Potsdam et de ses principales décisions.

Source: The Department of State Bulletin. Dir. of publ. Department of State. 12.08.1945, No 320; vol. XIII; publication 2374. Washington: US Government Printing Office. "The Berlin Conference", auteur:Truman, Harry S. , p. 208-213.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/discours_radiodiffuse_du_president_americain_harry_s_truman_9_aout_1945-fr-3e2b3dbb-54f5-4329-b641-ac6f97c0ce28.html



Date de dernière mise à jour: 05/07/2016

La conférence de Berlin

Rapport du président à la nation¹

[Communiqué à la presse par la Maison Blanche le 9 août]

MES CHERS COMPATRIOTES: Je viens de rentrer de Berlin, la ville d'où les Allemands ont tenté de diriger le monde. C'est une ville fantôme. Ses bâtiments sont en ruine; son économie et son peuple sont dévastés.

Notre parti a également visité ce qu'il reste de Francfort et de Darmstadt. Nous avons survolé les ruines de Kassel, de Magdeburg et d'autres villes dévastées. Des femmes, des enfants et des vieillards allemands erraient sur les chemins, tentant de retourner dans leurs foyers bombardés ou fuyant les villes anéanties, à la recherche de nourriture et d'un abri.

La guerre s'est, en effet, retournée vers l'Allemagne et son peuple. Elle leur est revenue dans toute sa terreur, celle-là même avec laquelle les dirigeants allemands avaient déclaré et mené la guerre.

Le peuple allemand commence à payer pour les crimes des bandits qu'il avait placés au pouvoir et qu'il approuvait de tout cœur et soutenait docilement.

Nous avons également vu une partie des terribles destructions provoquées par la guerre dans les pays occupés de l'Europe occidentale et en Angleterre.

Comme je suis heureux d'être de retour dans notre pays! Comme je suis reconnaissant à Dieu tout-puissant que notre terre ait été épargnée!

Nous devons tout faire pour lui épargner les ravages de toute future violation de la paix. C'est pourquoi, bien que les États-Unis ne veuillent retirer de cette guerre aucun territoire, profit ou avantage égoïste, nous maintiendrons les bases militaires nécessaires à la sauvegarde complète de nos intérêts et de la paix mondiale. Les bases que nos spécialistes militaires jugeront essentielles à notre protection et qui ne sont pas encore en notre possession seront acquises. Nous les obtiendrons au moyen d'accords respectant la Charte des Nations unies.

Personne ne peut prévoir ce qu'une autre guerre impliquerait pour nos propres villes et notre peuple. Ce que nous faisons actuellement au Japon – y compris avec la nouvelle bombe atomique – n'est qu'un aperçu de ce qui pourrait arriver à la planète dans le cas d'une troisième guerre mondiale.

C'est pourquoi les Nations unies sont déterminées à ce qu'il n'y ait plus de guerre.

C'est pourquoi les Nations unies sont déterminées à rester unies et puissantes. Nous ne pouvons plus permettre à un agresseur d'être suffisamment rusé pour nous diviser ou suffisamment fort pour nous vaincre.

C'est dans cet esprit que la conférence de San Francisco a été menée.

C'est dans cet esprit que la conférence de Berlin a été menée.

C'est dans cet esprit que les futurs accords de paix seront menés.

Lors de la conférence de Berlin, je me suis aisément entendu avec le général Staline, le Premier ministre Churchill et plus tard le Premier ministre Attlee, dans une relation de compréhension mutuelle et d'amitié.

Le président Roosevelt avait solidement posé les bases de la bonne volonté et de la coopération. En outre, il était clair que ces fondations reposaient sur bien plus que les amitiés personnelles de trois personnes. Il existait un accord et une entente fondamentaux sur les objectifs que nous devons atteindre.

Deux des trois participants de Téhéran et de Yalta n'étaient plus présents à la fin de cette conférence. Tous deux furent cruellement regrettés. Tous deux avaient fait ce qu'il fallait pour gagner cette guerre. Tous deux avaient largement contribué à l'établissement et au maintien d'une paix mondiale durable. Chacun semble avoir été destiné à conduire son pays au moment où celui-ci en avait le plus besoin. Ils avaient accompli leur tâche si consciencieusement que nous avons pu la poursuivre et aboutir à de nombreux accords, essentiels à la paix et à la sécurité mondiales futures.

Les résultats de la conférence de Berlin ont été publiés. Ils ne contenaient pas d'accords ou d'engagements secrets – hormis les dispositions militaires actuelles.

Lors de la conférence, il a également été très clairement expliqué à mes collègues que d'après notre constitution, le président n'a le pouvoir de conclure aucun traité sans la ratification par le Sénat des États-Unis.

[...]

Nous allons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour transformer l'Allemagne en un pays décent afin qu'elle puisse finalement se sortir du marasme économique dans lequel elle s'est plongée et reprendre sa place dans le monde civilisé.

Les mesures économiques prises à l'encontre de l'Allemagne à la conférence de Berlin comprenaient un autre point non négligeable – les réparations.

Nous n'avons pas l'intention de commettre, une fois de plus, la même erreur en réclamant des réparations en espèces et en prêtant ensuite à l'Allemagne l'argent nécessaire pour payer. Cette fois, les réparations seront payées en biens matériels prélevés sur les ressources allemandes non nécessaires à la subsistance du pays en temps de paix.

L'objectif premier des réparations est de faire sortir d'Allemagne tout ce qu'elle pourrait utiliser pour se préparer à une autre guerre. Le second objectif est d'aider les pays dévastés par la guerre à se relever grâce à l'équipement et aux matériaux confisqués en Allemagne.

À la conférence de Crimée, une base pour fixer le montant des réparations avait été proposée pour discussion initiale et analyse par la Commission des réparations. Cette base consistait en un montant total de 20 milliards de dollars de réparations. La moitié de cette somme devait revenir à la Russie, le pays qui avait subi le plus de pertes humaines et matérielles.

À Berlin, toutefois, l'idée de tenter de fixer une valeur en dollars pour les biens à confisquer à l'Allemagne fut abandonnée. Fixer une valeur en dollars pour la part de chaque pays constituerait une sorte de garantie du montant que chaque pays obtiendrait – une garantie qui pourrait ne pas être remplie.

C'est la raison pour laquelle il a été décidé de diviser les biens en pourcentage du montant total disponible. Nous étions toujours d'accord pour que la Russie obtienne environ la moitié pour elle-même et la Pologne; le restant devant être divisé entre tous les autres pays ayant droit aux réparations.

En vertu de notre accord à Berlin, les réparations dues à la Russie et à la Pologne devront être prélevées sur les biens situés dans la zone de l'Allemagne occupée par l'Union soviétique ainsi que sur les biens allemands en Bulgarie, en Finlande, en Hongrie, en Roumanie et à l'est de l'Autriche. Les réparations destinées à tous les autres pays devront être prélevées sur les biens situés dans les zones occidentales d'occupation de l'Allemagne ainsi que sur les biens allemands dans tous les autres pays. Les Soviétiques renoncent à tout l'or confisqué par les troupes alliées en Allemagne.

Cette formule de réparations par zone entraînera moins de frictions entre les Alliés que la suggestion initiale proposée pour étude à Yalta.

Toutefois, cette solution présente une difficulté: les moyens de production industriels non nécessaires à l'économie de l'Allemagne en temps de paix ne sont pas répartis équitablement entre les zones d'occupation. Les zones occidentales bénéficient d'un pourcentage beaucoup plus élevé que la zone orientale, qui est principalement consacrée à l'agriculture et à la production de matières premières. Afin d'égaliser la répartition et de donner à la Russie et à la Pologne la part d'environ 50 % qui leur revient, il a été décidé qu'elles bénéficieraient, sans aucune forme de remboursement, de 10 % des moyens de production consacrés aux réparations des zones occidentales.

Comme vous le remarquerez d'après le communiqué, une part supplémentaire de 15 % des moyens de production des zones occidentales qui n'est pas nécessaire à l'économie de paix de l'Allemagne sera également remise à la Russie et à la Pologne; non sans remboursement, cette fois. En échange de ces biens, la Pologne et la Russie remettront aux zones occidentales un montant équivalent de nourriture, de charbon et d'autres matières premières. Ces 15 % supplémentaires ne constituent donc pas des réparations supplémentaires pour la Russie et la Pologne. Il s'agit d'un moyen de maintenir une économie équilibrée en Allemagne et d'assurer l'échange habituel de biens entre les parties est et ouest.

Il a été convenu à Berlin que le paiement des réparations, de quelque zone qu'il provienne, devrait toujours laisser suffisamment de ressources pour permettre au peuple allemand de survivre sans le soutien durable des autres pays.

La question de la Pologne fut des plus délicates. Certains compromis au sujet de ce pays avaient déjà été convenus à la conférence de Crimée. Il est clair que nous étions liés par ces engagements à Berlin.

Au moment de la conférence de Berlin, le gouvernement provisoire polonais d'unité nationale avait déjà été formé et reconnu par nous tous. Le nouveau gouvernement polonais avait convenu de tenir des élections libres le plus tôt possible, sur la base du suffrage universel et du scrutin secret.

Conformément à l'accord de Crimée, nous avons sondé l'opinion du gouvernement provisoire polonais d'unité nationale quant à ses frontières occidentale et septentrionale.

Celui-ci a convenu, comme nous tous, que la fixation définitive des frontières ne pouvait pas être réalisée à Berlin mais devait attendre l'accord de paix. Toutefois, une partie considérable de ce qu'était la zone d'occupation russe en Allemagne fut remise à la Pologne à la conférence de Berlin, pour des raisons administratives, jusqu'à la fixation définitive de l'accord de paix.

Le compromis est l'un des éléments intrinsèques de la plupart des accords internationaux. L'accord sur la Pologne ne fait pas exception à cette règle. Aucun pays ne peut espérer obtenir tout ce qu'il souhaite. Il s'agit de donner et de prendre – d'être prêt à couper la poire en deux.

Dans ce cas particulier, beaucoup d'éléments justifient l'action décidée. Un accord – même provisoire – sur certains points était nécessaire pour permettre à la nouvelle Pologne de s'organiser et pour accélérer le retrait des forces armées qui l'avaient libérée des Allemands. Dans la zone à l'est de la ligne Curzon, plus de 3 000 000 Polonais doivent être rapatriés en Pologne. Il leur faut de la place pour s'installer. La nouvelle zone à l'ouest était auparavant peuplée d'Allemands. Toutefois, la plupart d'entre eux sont déjà partis devant l'invasion de l'armée soviétique. Nous avons été informés qu'il n'en reste qu'environ un million et demi.

Le territoire qu'il reviendra aux Polonais d'administrer permettra à la Pologne de mieux prendre en charge sa population. La frontière entre la Pologne et l'Allemagne sera peu étendue et plus facilement défendable. Avec l'installation des Polonais, le pays deviendra plus homogène.

Les trois puissances ont également convenu de rapatrier le plus rapidement possible tous les Polonais désireux de rentrer en Pologne, y compris les soldats, en leur garantissant les mêmes droits que les autres citoyens polonais.

Les décisions prises à Berlin permettront d'appliquer la politique de base des Nations unies vis-à-vis de la Pologne – la création d'une nation forte, indépendante et prospère avec un gouvernement élu par le peuple.

Il a été convenu de recommander que l'accord de paix prévienne le retour d'une partie de la Prusse orientale à la Russie. Ceci avait également fait l'objet d'un accord à Yalta. Cela permettra à l'Union soviétique, qui a tant œuvré pour la victoire en Europe, de posséder un port toutes saisons, aux dépens de l'Allemagne.

À Yalta, vous vous en souviendrez, il avait été convenu que les trois gouvernements assumeront une responsabilité commune pour contribuer à rétablir, dans les pays libérés et dans les États satellites d'Europe, des gouvernements largement représentatifs des éléments démocratiques de la population. Cette responsabilité est toujours d'actualité. Nous reconnaissons tous qu'il s'agit là d'une responsabilité commune des trois gouvernements.

Ceci a été confirmé dans les déclarations de Berlin au sujet de la Roumanie, de la Bulgarie et de la Hongrie. Ces pays ne doivent en aucun cas constituer les sphères d'influence d'aucune puissance. Ils sont actuellement gouvernés par des Commissions de contrôle alliées composées de représentants des trois gouvernements qui se sont réunis à Yalta et à Berlin. Ces Commissions de contrôle, il est vrai, n'ont pas tout à fait répondu à nos attentes; toutefois, des procédures améliorées ont été convenues à Berlin. Jusqu'à ce que ces pays retrouvent leur statut de membre de la famille internationale, nous sommes tous collectivement préoccupés par leur sort.

L'impossibilité pour les représentants d'une presse libre d'obtenir des informations des ex-pays satellites a beaucoup dérangé la délégation américaine. Les trois gouvernements ont décidé à Berlin que la presse alliée jouirait, désormais, d'une liberté totale pour informer le monde de toutes les évolutions en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie et en Finlande. Il a été confirmé que cet accord s'applique également à la Pologne.

Le contrôle égoïste des voies navigables en Europe y a constitué, au cours des deux derniers siècles, l'une des causes persistantes de guerre, qu'il s'agisse du Danube, des détroits de la mer Noire, du Rhin, du canal de Kiel et de tous les canaux et rivières en Europe qui s'étendent sur deux pays ou plus.

Les États-Unis ont proposé à Berlin la navigation libre et illimitée sur ces canaux et rivières. Nous pensons que c'est une mesure importante pour la paix et la sécurité futures du monde. Nous avons proposé que cette navigation soit réglementée par des autorités internationales.

La fonction des organismes serait de développer l'exploitation des voies navigables et de faire en sorte que tous les pays y bénéficient d'un traitement égal. Les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Union soviétique, la France ainsi que les pays jouxtant ces voies navigables seraient membres de ces organismes.

Notre proposition a été prise en considération à la conférence et a été renvoyée au Conseil des ministres. Les États-Unis comptent y faire pression pour son adoption.

En regardant l'Europe maintenant, tout le monde comprend que la victoire dans une grande guerre n'est pas acquise une fois pour toutes, comme c'est le cas par exemple dans un jeu de ballon. La victoire dans une grande guerre, une fois acquise, doit le rester. Une victoire peut se solder par une défaite – si vous êtes inattentif, négligent ou indifférent.

Aujourd'hui, l'Europe a faim. Je ne parle pas des Allemands. Je parle des peuples des pays qui ont été envahis et détruits par les Allemands, et plus particulièrement des peuples d'Europe occidentale. Beaucoup d'entre eux manquent de vêtements, de combustible, d'outils, d'abris et de matières premières. Ils n'ont pas les moyens de reconstruire leurs villes et leurs usines.

Avec l'arrivée de l'hiver, la détresse s'accroîtra. Si nous ne faisons pas notre possible pour les aider, nous pourrions perdre l'hiver prochain ce que nous avons si chèrement gagné le printemps dernier. Des hommes désespérés risquent de détruire la structure de leur société pour trouver dans les épaves un succédané d'espoir. Si nous laissons l'Europe mourir de froid et de faim, nous pourrions perdre certains fondements de

l'ordre sur lequel l'espoir d'une paix mondiale doit reposer.

Nous devons aider dans la limite de nos possibilités. Et nous le ferons.

Notre réunion à Berlin était la première rencontre des grands Alliés depuis la victoire en Europe. Tout naturellement, nos pensées se tournent maintenant vers le jour de la victoire au Japon.

Les gouvernements britannique, chinois et des États-Unis ont suffisamment mis en garde le peuple japonais contre ce qui les attend. Nous avons établi les conditions générales de leur reddition. Notre avertissement est resté sans réponse; nos conditions ont été rejetées. Depuis lors, les Japonais ont vu ce dont notre bombe atomique était capable. Ils peuvent imaginer ce qu'elle leur réserve pour l'avenir.

Le monde entier remarquera que la première bombe atomique a été lâchée sur Hiroshima, une base militaire, afin d'éviter, dans la mesure du possible, la mort de civils lors de la première attaque. Toutefois, cette attaque ne constitue qu'un avertissement de ce qui va suivre. Si le Japon ne capitule pas, il faudra lâcher des bombes sur les industries de guerre, ce qui entraîne, malheureusement, la perte de milliers de vies civiles. J'implore les civils japonais de quitter les villes industrielles immédiatement et de se soustraire à la destruction.

Je réalise l'impact tragique de la bombe atomique.

Sa production et son utilisation n'ont pas été prises à la légère par ce gouvernement. Toutefois, nous savions que nos ennemis faisaient des recherches. Nous savons maintenant que leurs recherches étaient sur le point d'aboutir. Nous savions quelle serait l'ampleur du désastre dans notre pays, dans tous les pays pacifiques, pour toute la civilisation, s'ils l'avaient découverte en premier.

C'est pourquoi nous nous sommes sentis obligés d'entreprendre les longs travaux de recherches et de production, incertains et coûteux.

Nous avons gagné la course à la découverte contre les Allemands.

Ayant découvert la bombe, nous l'avons utilisée. Nous l'avons utilisée contre ceux qui nous ont attaqués sans prévenir à Pearl Harbor, contre ceux qui ont affamé, battu à mort et exécuté des prisonniers de guerre américains, contre ceux qui ont abandonné tout semblant de respect des lois de guerre internationales. Nous l'avons utilisée pour écourter l'agonie de la guerre, pour sauver les vies de plusieurs milliers de jeunes Américains.

Nous continuerons à l'utiliser jusqu'à ce que nous ayons complètement détruit les forces qui permettent au Japon de faire la guerre. Seule une capitulation nous arrêtera.

La bombe atomique est trop dangereuse pour être lâchée dans un monde sans lois. C'est pourquoi le Royaume-Uni et les États-Unis, seuls détenteurs de son secret de fabrication, n'ont aucune intention d'en révéler le secret jusqu'à ce que l'on trouve des moyens de maîtriser la bombe afin de nous protéger et de protéger le reste du monde du risque de destruction totale.

Déjà, en mai, sur ma proposition, le ministre de la Guerre, Stimson, a désigné un comité – au sein duquel le secrétaire d'État Byrnes était mon représentant personnel – pour préparer des plans en vue du futur contrôle de cette bombe. J'ordonnerais au Congrès de coopérer afin que sa production et son utilisation soient contrôlées et afin que sa puissance soit au service de la paix mondiale.

Nous devons nous constituer les administrateurs de cette nouvelle force – pour prévenir sa mauvaise utilisation et pour la conduire à servir l'humanité.

C'est une énorme responsabilité qui nous incombe.

Nous remercions Dieu qu'elle nous incombe plutôt qu'à nos ennemis; nous prions pour qu'Il puisse nous guider vers une utilisation allant dans Son sens et qui serve Ses fins.

Notre victoire en Europe fut plus qu'une victoire des armes.

Ce fut la victoire d'un mode de vie sur un autre. Ce fut la victoire d'un idéal fondé sur les droits de l'homme ordinaire, sur la dignité de l'être humain et sur la conception de l'État servant – et non maîtrisant – son peuple.

Un peuple libre a montré qu'il pouvait vaincre des soldats professionnels dont les seules armes morales étaient l'obéissance et la vénération de la force.

Nous sommes convaincus qu'au sortir de cette guerre, notre nation est la plus puissante au monde – peut-être la nation la plus puissante de toute l'histoire. C'est exact, mais pas dans le sens que croient certains.

La guerre nous a montré que nous possédons d'énormes ressources pour produire tout ce qu'il faut pour faire la guerre. Elle nous a montré que nous avons des travailleurs qualifiés, des gestionnaires et des généraux compétents ainsi qu'un peuple courageux, capable de porter les armes.

Tout cela, nous le savions auparavant.

Ce qui est nouveau, – ce que nous ne savions pas – ce que nous avons désormais appris et que nous ne devrions jamais oublier est la chose suivante: une société d'hommes libres est plus puissante, plus résistante, plus créative que toute autre société, aussi disciplinée et centralisée soit-elle.

Nous savons maintenant que le principe de la valeur et de la dignité de l'homme n'est pas une aspiration sentimentale, un espoir vain ou une figure de rhétorique. C'est la force la plus puissante et la plus créative qui existe actuellement dans le monde.

Utilisons maintenant cette force, toutes nos ressources et tout notre savoir-faire pour la grande cause d'une paix juste et durable!

Les trois grandes puissances sont maintenant plus que jamais liées par la même détermination d'atteindre ce type de paix. De Téhéran, de Crimée, de San Francisco et de Berlin, nous continuerons à avancer ensemble vers nos objectifs.

1 Émis par radio depuis la Maison Blanche le 9 août 1945, à 22 heures.